



Section d'Hénin-Beaumont

Compte-rendu du comité de section du 21/09/05

11 présents, 3 excusés.

Intervention de Marie-Serge OPIGEZ

Deux enjeux essentiels dominent cette rentrée 2005 : le premier, c'est la situation sociale et la politique mise en œuvre par Dominique De Villepin ; le second, c'est la relance du débat sur les échéances de 2007 depuis le référendum du 29 mai. Sans compter la situation internationale qui à elle seule mériterait que l'on y consacre l'ordre du jour d'un prochain comité de section !

La rentrée sociale a été marquée par la conférence de presse de Villepin et l'annonce d'un plan de croissance sociale, non cette fois pour 100 jours, mais 600 : c'est-à-dire jusqu'à la veille des échéances de 2007. Des mesures qui, en définitive, n'ont rien de social mais sont dans le prolongement de celles que nous subissons depuis longtemps et qui, sont contraires à la volonté exprimée par les Français le 29 mai en matière de pouvoir d'achat, de délocalisations, de service public, de justice sociale.

De Villepin tente de faire illusion et de gagner du temps, mais très peu sont enthousiasmés aujourd'hui, même dans sa majorité.

La réforme des impôts qu'il préconise va favoriser les hauts revenus et les mesures sur l'emploi favoriser la précarité, exclure un peu plus les demandeurs d'emplois.

Il s'agit bien d'une poursuite de la politique de réformes engagée par Raffarin sous la pression du MEDEF et des exigences européennes.

De Villepin veut à tout prix voir les statistiques du chômage diminuer d'ici 2007 car il sait que c'est le souci n°1 des Français et pour cela il est prêt à faire sauter les quelques verrous qui gênent, tel que le code du travail, et à aggraver les sanctions contre les chômeurs pour flexibiliser l'emploi et le précariser à outrance comme en Angleterre.

Même s'il a essayé d'amadouer les citoyens avec quelques mesurette, l'essentiel de son plan repose sur une nouvelle aggravation de la vie des ménages les plus modestes et de nouveaux cadeaux au patronat.

Des ménages qui s'appauvrissent encore plus de par la hausse du prix des carburants. Même De Villepin est obligé d'admettre que les compagnies pétrolières s'en mettent plein les poches (tout comme l'Etat français d'ailleurs avec les taxes). La fédération a édité un tract pour dénoncer ce scandale, que nous avons distribué dans quelques quartiers d'Hénin.

On le voit bien, la politique de Villepin consiste à faire comme si le peuple de France ne s'était pas clairement exprimé contre le libéralisme le 29 mai dernier. Une contre-offensive du monde du travail est donc nécessaire en cette rentrée si l'on veut mettre en échec l'action du gouvernement. Les Français se sont rassemblés dans les urnes le 29 mai pour condamner cette politique, reste à savoir si cette force du NON peut se traduire en lutte et en mouvement populaire.

La journée d'action du 4 octobre, à l'appel unitaire des cinq confédérations syndicales sera de ce point de vue un test important et déterminant.

On a pu constater à travers les universités d'été des formations politiques de gauche comme de droite, de la Fête de l'Humanité, que le débat politique de cette rentrée s'orientait sur les échéances de 2007, la présidentielle et les législatives. Le débat est à couteaux tirés au PS et à l'UMP pour savoir qui sera candidat à la présidentielle.

Débat pour quelle stratégie pour ceux qui se situent dans le champ d'une politique alternative, regonflés par le référendum du 29 mai.

Cette question de stratégie et d'alliances sera l'objet essentiel de notre 33^{ème} congrès – entre parenthèses, la conférence fédérale se déroulera à Calais en mars prochain.

Si les communistes ont repris confiance après la victoire du NON, ils sont nombreux à s'interroger déjà et à s'inquiéter sur la manière dont la direction gère cette situation et surtout où elle veut conduire le Parti en 2007.

Il faut bien constater que l'orientation actuelle qui domine, c'est « *faire gagner la gauche* ». Marie-George Buffet passe l'essentiel de son temps entre Besancenot, Fabius, Hollande, Bové comme si le Parti avait pour mission d'aider l'ensemble de la gauche à surmonter les obstacles pour se rassembler en 2007. Mais faire gagner la gauche ne veut rien dire sinon que faire gagner le PS qui, en cas de victoire, sera majoritaire et appliquera, comme l'a déjà indiqué Hollande, son programme.

Or, la France vient de voter, le PS a été désavoué par le peuple qui ne l'a pas suivi dans sa ligne de soumission au capital. Le PS, qui prépare son congrès, vient de tenir son université d'été, il n'a aucunement remis en cause son échec du 29 mai.

Finalement, si on lève le préalable à la constitution comme on l'a déjà fait en 1997 pour Maastricht, on est prêt demain à regouverner avec le PS sur la base de quelques promesses voire même d'un programme qui ne sera jamais applicable car « euro-incompatible ».

Les grandes manœuvres sont lancées. Il ne suffit pas de travailler à un projet alternatif, encore faut-il une stratégie visible et cohérente à un tel projet.

D'abord, la droite est loin d'être battue, on l'a constaté encore lors des dernières élections partielles.

Le PS ne redonne pas confiance depuis son positionnement au référendum et ses déchirements internes, qui le font apparaître comme un parti de chefs, de pouvoir, alors que les Français ont d'autres préoccupations.

Lorsqu'on réfléchit aux choix stratégiques pour 2007 pour le PCF, on ne voit pas d'autre issue que l'autonomie politique et la perspective d'un PCF qui redevienne à la hauteur pour peser sur les conditions du changement.

Nous avons deux priorités en cette rentrée :

- les grandes questions sociales
- l'ouverture du débat sur le 33^{ème} congrès

Concernant le plan de travail proposé par la fédération, un tract à destination des entreprises sera disponible la semaine prochaine. Nous irons comme d'habitude le distribuer à la sortie de Faurecia – rendez-vous mardi, à 12h45 – et de Moy Park.

Une assemblée générale est programmée le vendredi 30 septembre à 18h30, à l'espace Ladoumègue de Méricourt.

Et puis, le 4 octobre, il nous faut être présents aux manifestations organisées par les organisations syndicales.

Discussion

Jean-Bernard DESHAYES précise que des manifestations sont prévues pour le 4 octobre à Boulogne, Arras et Lille. A Lille, la manifestation régionale aura lieu l'après-midi. Le rendez-vous est fixé à 14h30, à la porte de Paris ; le cortège partira à 15h.

Michel VOLANTI s'interroge sur la stratégie du PCF. Entre l'opposition systématique et le refus des responsabilités de l'extrême gauche et à l'inverse la soumission au Parti socialiste pour conserver un groupe parlementaire, il existe une voie médiane. Le PCF doit retrouver son identité communiste et être lui-même s'il veut se renforcer et peser sur les choix.

En d'autres termes, le PCF, s'il était amené à retourner au pouvoir avec ses alliés, devra porter en toutes circonstances la parole de ses électeurs, comme – et c'est nouveau depuis le 29 mai – la parole des électeurs d'extrême gauche qui pourraient lui faire confiance. Cela signifie que dans le cadre des institutions parlementaires, tous les moyens pour faire entendre notre voix devront être utilisés, y-compris le vote non, ou la motion de censure si nos alliés trahissaient le mandat que nos électeurs nous ont confié.

Michel VOLANTI s'insurge également contre la volonté du parti de « rassembler la gauche ». La notion de « gauche » a-t-elle encore un sens ? Au lieu de se revendiquer de la gauche, notre parti devrait affirmer beaucoup plus clairement son identité communiste.

Marie-Serge OPIGEZ partage cette volonté. Elle souligne qu'à cet égard, la campagne d'adhésion lancée par le PCF après le référendum du 29 mai est insatisfaisante. Le slogan « *fier d'être à gauche* » pose un certain nombre de problèmes.

David NOËL revient sur l'attitude de la direction du Parti et le rôle des médias à l'occasion de la Fête de l'Humanité. En invitant et en mettant en avant la présence de Laurent Fabius, José Bové ou Olivier Besancenot, la direction du Parti a joué le jeu dangereux de la personnalisation de la vie politique, donnant par là-même l'image d'un parti électoraliste et sans recul face à un système électoral présidentieliste. Les médias n'ont évidemment retenu que ce seul aspect de la Fête de l'Humanité, consacrant la plupart de leurs articles à l'accueil houleux réservé à Laurent Fabius.

Michel VOLANTI ajoute que quoi qu'on pense des positions de nos camarades du PRCF – et elles sont largement critiquables – ils auraient eu leur place à la Fête de l'Humanité, bien plus qu'un Laurent Fabius ou un José Bové.

Maurice ORS regrette que le PCF ne propose plus de formations à ses militants, comme les écoles du Parti avaient pu en fournir par le passé. Des notions aussi centrales que l'exploitation ou la plus-value ne mériteraient-elles pas d'être explicitées ? On pourrait facilement imaginer que chaque comité de section soit l'occasion d'un petit exposé théorique sur ces questions.

Marie-Serge OPIGEZ rappelle que la question de la formation théorique des militants avait déjà été soulevée lors de la conférence fédérale de Drocourt, le 11 décembre 2004. André Gérin – député-maire de Vénissieux – était présent à Lens le 9 mars dernier dans le cadre du cycle de formation mis en place par la fédération pour présenter son livre « *Et si le capitalisme avait fait son temps ?* ». Ce type de séance de formation devra être reconduit, mais aussi repensé afin qu'à l'avenir, les militants soient plus nombreux à y participer.